



RÉGION ACADÉMIQUE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

DEMANDE DE MUTATION (PERSONNELS ATRF)

ACADEMIE DE DEPART :

Etablissement d'origine :

Identité	Nom patronymique : Prénom : Nom marital : Né(e) le : NUMEN :
Coordonnées	Téléphone personnel : Téléphone professionnel : Fax : Adresse e-mail :
Etablissement d'origine :	
Corps et grade :	
BAP : Emploi type :	

MOTIF DE LA DEMANDE :	
DIPLOMES/FORMATIONS	
FONCTIONS EXERCEES	

Joindre obligatoirement un curriculum vitae

LISTE DES VŒUX AU CHOIX : ☐ vœux académiques ☐ vœux d'établissements

VŒUX ACADEMIQUES	
Académie de	J'opte pour <input type="checkbox"/> tous les établissements ou <input type="checkbox"/> les établissements suivants :
Académie de	<input type="checkbox"/> tous les établissements ou <input type="checkbox"/> les établissements suivants :
VŒUX D'ETABLISSEMENTS Maximum 6 établissements	
1°	Académie
2°	Académie
3°	Académie
4°	Académie
5°	Académie
6°	Académie

Le .../.../..... Signature de l'agent :

Etablissement d'origine :		Etablissement d'accueil :	
Avis :		Avis :	
Motif :		Motif :	

Visa de l'établissement d'origine :

Visa de l'établissement d'accueil :



RÉGION ACADÉMIQUE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE

MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

ANNEXE 2

**Modalités d'examen des demandes de mutation inter académique des ATRF
- Année 2020 -**

Rectorat

DPATE 2

Le droit à mobilité s'appuie sur la reconnaissance des priorités légales et, le cas échéant, sur la définition de critères supplémentaires établis à titre subsidiaire.

A- PRIORITES LEGALES

L'article 60 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 accorde la priorité aux situations suivantes :

- au fonctionnaire séparé de son conjoint ou du partenaire lié par un PACS pour des raisons professionnelles ;
- au fonctionnaire en situation de handicap relevant de l'une des catégories mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 5212-13 du code du travail ;
- au fonctionnaire exerçant ses fonctions dans un quartier urbain où se posent des problèmes sociaux et de sécurité particulièrement difficiles ;
- au fonctionnaire qui justifie du centre de ses intérêts matériels et moraux dans une des collectivités régies par les articles 73 et 74 de la Constitution ainsi qu'en Nouvelle-Calédonie ;
- au fonctionnaire, y compris relevant d'une autre administration, dont l'emploi est supprimé et qui ne peut être réaffecté sur un emploi correspondant à son grade dans son service.

Une demande de mutation au titre des priorités légales peut s'effectuer au titre d'une seule ou de plusieurs priorités légales.

Les demandes de mutation ne relevant pas des priorités légales instituées à l'article 60 de la loi n°84-16 sont des demandes de mutation pour convenance personnelle.

B- CRITERES SUPPLEMENTAIRES ETABLIS A TITRE SUBSIDIAIRE

Dans le cadre des lignes directrices de gestion académiques, l'autorité compétente peut, sans renoncer à son pouvoir d'appréciation, définir des critères supplémentaires établis à titre subsidiaire.

Les critères supplémentaires établis à titre subsidiaire sont établis comme suit :

- 1- pour les demandes de mutation au titre de la priorité légale de rapprochement de conjoints : la durée de séparation des conjoints ;
- 2- pour les demandes de mutation au titre de la priorité légale de rapprochement de conjoints : le nombre d'enfants mineurs ;
- 3- pour les demandes de mutation des agents en position de détachement, de congé parental et de disponibilité dont la réintégration s'effectuerait dans leur académie d'origine et entraînerait de fait une séparation de leur conjoint ou partenaire : la durée de détachement, de disponibilité ou de congé parental ;
- 4- pour l'ensemble des demandes de mutation : l'exercice de l'autorité parentale conjointe (garde alternée ou garde partagée ou droit de visite) ;



RÉGION ACADÉMIQUE

MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE
ET DE LA JEUNESSE
MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ANNEXE 3 : ELEMENTS D'ANALYSE PERMETTANT LA RECONNAISSANCE DU CENTRE DES INTERETS MATERIELS ET MORAUX (CIMM)

- PERSONNELS ATRF -

POUR LA RENTREE SCOLAIRE 2020

NOM :

PRENOM :

Afin de faciliter l'analyse des critères d'appréciation permettant la reconnaissance des CIMM et des pièces justificatives à fournir pour chacun de ces critères, le tableau ci-dessous devra être complété par les agents concernés et renvoyé avec le dossier de mutation.

Cocher la case OUI ou NON pour chaque critère d'appréciation :

(Fournir, pour chaque réponse positive, les pièces justificatives correspondantes)

Ces critères ne sont ni exhaustifs ni nécessairement cumulatifs. Ils peuvent être complétés, la cas échéant, par tout autre élément d'appréciation pouvant être utile à l'administration. Plusieurs critères, qui ne seraient pas à eux seuls déterminants, doivent se combiner.

Critères d'appréciation	OUI	NON	Exemples de pièces justificatives
Résidence des père et mère ou à défaut des parents les plus proches sur le territoire considéré			Pièce d'identité, titre de propriété, taxe foncière, quittance de loyer, taxe d'habitation, etc.
Biens fonciers situés sur le territoire considéré dont l'agent est propriétaire			quittance de loyer, taxe d'habitation, titre de propriété, taxe foncière, etc.
Résidence antérieure de l'agent sur le territoire considéré			Bail, quittance de loyer, taxe d'habitation, etc.
Lieu de naissance de l'agent ou de ses enfants sur le territoire considéré			Livret de famille, pièce d'identité, extrait d'acte de naissance, etc.
Bénéfice antérieur d'un congé bonifié			Copie de la décision par laquelle a été octroyé le congé bonifié
Comptes bancaires, d'épargne ou postaux dont l'agent est titulaire sur le territoire considéré			Relevé d'identité bancaire, etc.
Païement par l'agent de certains impôts, notamment l'impôt sur le revenu, sur le territoire considéré			Avis d'imposition
Affectations professionnelles antérieures sur le territoire considéré			Attestations d'emploi correspondantes
Inscription de l'agent sur les listes électorales d'une commune du territoire considéré			Carte d'électeur
Etudes effectuées sur le territoire par l'agent et/ou ses enfants			Diplômes, certificats de scolarité, etc.
Demandes de mutation antérieures vers le territoire considéré			Copies des demandes correspondantes.
Durée et nombre de séjours dans le territoire considéré			Toutes pièces justifiant ces séjours.
Autre critère d'appréciation			

(Partie à remplir par l'usager)

SITUATION PERSONNELLE

Nom : Prénom : ☐ Célibataire
 Nom de jeune fille : ☐ Marié (e)
 Né(e) le : Commune : ☐ Pascé (e)
 Adresse : ☐ Concubinage
 Code Postal : Commune de résidence : ☎ :
 Nbre d'enfants à charge : Profession du conjoint :
 Email : Lieu du travail :

SITUATION ADMINISTRATIVE

Corps ou Grade :
 Établissement d'affectation à la rentrée de l'année scolaire en cours :
 Ville d'affectation (quartier) :
 Commune d'affectation :
 Situation actuelle :
☐ Titulaire du poste ☐ Stagiaire ☐ Délégation d'exercice ☐ Poste logé
☐ Autre situation, précisez : ☐ Affectation provisoire
 Commune :

Souhait d'affectation : (établissements, communes, académies...) :

.....

AVIS MEDICAL

Partie à remplir par le médecin conseiller technique du recteur ou le médecin de prévention.

Reconnaissance du handicap :

RQTH (ou assimilée) candidat	RQTH (ou assimilée) conjoint	RH enfant malade
.....

Le dossier médical :

Statut handicap ou maladie grave	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
L'état de santé ou le handicap de l'agent ou de ses proches nécessitent impérativement une prise en charge médicale dans un autre lieu géographique que celui du lieu d'exercice (offre de soins spécifique)	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>
Le mouvement permettrait des conditions de travail plus adaptées pour l'agent du fait de son handicap ou de sa maladie grave Cf. accessibilité aux locaux, aménagements de poste, etc.....	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Observations éventuelles :

.....

Avis : ☐ Favorable

☐ Défavorable

Médecin Conseiller Technique du Recteur

Dr Frédéric LE BOT

AVIS DU RECTEUR

Fait à Saint-Denis, le Signature

ANNEXE 4.b

Attestation de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé

AGENT

NOM :

CORPS :

PRENOM :

Date de naissance :

Affectation actuelle :

Dans le cadre de ma demande de mutation, j'informe l'administration de ma qualité de bénéficiaire de l'obligation d'emploi aux termes de l'article L. 5212-13 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10 et 11° du code du travail.

A cet effet et conformément à l'article visé ci-dessus, je joins à ma demande de mutation tout document justificatif de ma situation.

Signature de l'agent